



**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL
CENTRE LOIRE**

Rapport financier semestriel au 30 juin 2009

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE LOIRE
Siège Social : 8, Allée des Collèges – 18920 BOURGES CEDEX 9 - 398 824 714 RCS BOURGES**

SOMMAIRE :

Rapport semestriel d'activité	page 3
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....	page 22
Comptes consolidés.....	page 25
Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité des rapports financiers	page 55

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. RESULTATS CONSOLIDES

1.1 Environnement économique et financier

Alors que l'année 2008 aura connu l'une des plus importantes crises financières de l'histoire, les incertitudes pour 2009 étaient grandes. Si le début d'année a été difficile, les marchés financiers ont connu un réel changement de tendance au cours du mois de mars, encouragés par un environnement économique montrant des signes de stabilisation et des banquiers centraux poursuivant leur politique de baisse de taux. La Banque Centrale Européenne a ainsi ramené son taux directeur à 1% le 13 mai 2009, son plus bas historique. Ce retour de la confiance a permis aux marchés actions de rebondir fortement de mars à juin 2009 (de l'ordre de 34% pour le CAC 40) et ce au détriment des emprunts d'Etat français dont les rendements à 10 ans se sont tendus de près de 0,50% sur la même période pour s'établir autour de 4% début juin.

Mais ce regain d'intérêt pour les actifs risqués s'est tari à l'approche de la fin du semestre. En effet, en passant d'un fort pessimisme à une euphorie quelque peu excessive les marchés ont semble-t-il sous-estimé l'ampleur du ralentissement économique. Cette dure réalité se retrouve notamment sur le marché de l'emploi, le taux de chômage au sein de l'UEM s'établissant à 9,5% au mois de mai.

1.2 Principes et méthodes comptables

Application du référentiel IAS/IFRS

Cf partie 1 annexe (Principes et méthodes applicables dans le groupe)

1.3 Evolution du périmètre de consolidation

Cf partie 2 annexe (périmètre de consolidation)

1.4 Activités et faits marquants du 1^{er} semestre 2009

L'activité

❖ La collecte

A fin juin 2009, l'encours de collecte globale est de 14 284 millions d'euros; en progression de +1,3% sur un an glissant.

Cette croissance modérée reflète une réorientation de la collecte monétaire vers l'épargne bancaire ; l'assurance vie conservant son attrait.

Collecte monétaire :

Globalement, la collecte monétaire 2 845 millions d'euros est en diminution de 2,4 % sur un an glissant.

L'encours des comptes à terme en croissance de 11% ne compense que partiellement la baisse d'encours des TCN qui subissent la chute des taux courts observée depuis début 2009 et le tassement des dépôts à vue de la clientèle.

Collecte d'épargne traditionnelle :

L'épargne traditionnelle avec 4 924 millions d'euros a retrouvée une croissance plus soutenue de 3,6%.

Les livrets affichent une progression dynamique (+ 13,6%). Grâce à l'ouverture de la distribution du Livret A depuis le 1er janvier, ce sont plus de 107 000 livrets qui ont été ouverts, traduisant le dynamisme du réseau commercial de Centre Loire.

Cette forte croissance compense l'évolution de l'encours d'épargne logement qui se contracte pour la quatrième année consécutive, de 4,4%.

Collecte de hors bilan :

Ce compartiment dont le volume global s'établit à 6 515 millions d'euros affiche une légère croissance de + 1,2%.

L'assurance vie conserve un bon rythme de croissance + 3,8%. Par contre, les valeurs mobilières restent touchées par la crise des marchés financiers et l'aversion aux risques qu'elle a engendrée.

❖ Les crédits

La crise économique se traduit par une diminution sensible des investissements de l'ensemble des acteurs économiques et par conséquence des demandes de financements nouveaux.

Les financements du marché de l'agriculture sont en retrait de 9% tandis que la production de crédits aux professionnels, entreprises et collectivités se contracte de près de 30%.

Les réalisations de crédits à l'habitat traduisent la situation du marché de l'immobilier à savoir forte diminution des transactions dans l'ancien et marché du neuf soutenu par les dispositifs de défiscalisation

La demande de crédit à la consommation des particuliers a conservé quant à elle, son rythme de 2008

Au global, les encours de crédits s'établissent au 30 juin 2009 à 10,58 milliards d'euros en croissance de 5,3%

La part de marché crédits, à fin mars 2009, est en progression sensible pour s'établir à 44,0% traduisant la présence de Centre Loire au coté des acteurs économiques dans le contexte difficile qu'ils traversent.

❖ **Les services et assurance**

Les ventes nettes sont en repli par rapport à l'année précédente

1.5 Les résultats consolidés.

❖ **Le PNB :**

Le PNB global s'établit à 195,2 millions d'euros en retrait de 6,1%. La marge d'intérêt, sous l'effet de la forte baisse des taux CT a retrouvé une évolution positive tandis que la marge sur commission est en repli du fait du ralentissement de l'activité.

❖ **Les charges générales d'exploitation et amortissements :**

Les charges générales d'exploitation à 100,6 millions d'euros diminuent de 4,3% sous l'effet de la maîtrise des charges de personnel, tandis que les amortissements à 5,2 millions d'euros baissent quant à eux de 5,3%.

❖ **Le Résultat Brut d'Exploitation** à 89,4 millions d'euros se contracte de 8%.

❖ **Le coût du risque :**

Dans le contexte de crise économique, l'encours CDL est de 318,4 millions d'euros en progression de 16% sur un an ; le taux de CDL s'établit ainsi à 3,01% contre 2,74% un an plus tôt mais reste maîtrisé.

La couverture des encours CDL par provision est maintenue à 75,3 %.

Le coût du risque global s'établit à 28,3 millions d'euros en progression de 37% par rapport à juin 2008.

❖ **Le résultat net :**

Après un impôt sur les bénéfices de 9,5 millions d'euros, le résultat net part du groupe s'établit à 51,6 millions d'euros en diminution de 15,3%.

2. STRUCTURE FINANCIERE DE CENTRE LOIRE

2.1. Les Fonds Propres

Les Capitaux propres de la Caisse régionale s'élevaient à 1 505 millions d'euros au 30/06/2009 soit une progression de 16% par rapport au 31/12/2008 (cf tableau de variations des capitaux propres en annexe).

Les fonds propres consolidés rentrant dans le calcul du ratio prudentiel de solvabilité s'élevaient au 31/12/2008 à 861,2 millions d'euros après déduction des parts dans les établissements de crédit ou financiers.

2.2. Les Ratios Prudentiels

❖ Le Ratio de Solvabilité CRD

Les établissements sont tenus de respecter en permanence un ratio de solvabilité de 8%. Le ratio mesure le rapport entre :

- les fonds propres consolidés au numérateur,
- l'ensemble des éléments d'actif et de hors bilan, affectés d'un coefficient de pondération.

Au 31/12/2008, le ratio de solvabilité de Centre Loire s'établissait à 10,81%. Sur l'année, il a évolué de manière parallèle à la variation de notre activité de crédit.

❖ Le coefficient de liquidité

Le coefficient de liquidité a pour objet de s'assurer, à tout moment, que les établissements bancaires peuvent honorer leurs règlements dans le mois à venir.

Le coefficient de liquidité calculé sur la base des comptes sociaux est le rapport entre :

- les liquidités à un mois au numérateur,
- les exigibilités à un mois au dénominateur.

Calculé le dernier jour du mois, il doit être au minimum de 100%

Tout au long de l'année, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Loire respectait les normes attachées à ce ratio. Au 30/06/2009 le coefficient de liquidité de la Caisse Régionale de Centre Loire s'élevait à 100,30 %.

3. DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

3.1. Le contrôle permanent

Le dispositif de contrôle permanent en vigueur à Centre Loire est destiné à assurer la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettre la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations. Il a été mis en place sur les bases des recommandations du Groupe.

Il poursuit les objectifs suivants :

- application des instructions et orientations fixées par la Direction Générale;
- performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources du Groupe ainsi que la protection contre les risques de pertes ;
- connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques ;
- conformité aux lois et règlements et aux normes internes ;
- prévention et détection des fraudes et erreurs ;
- exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Les principes d'organisation et les composantes des dispositifs de contrôle permanent de la Caisse Régionale Centre Loire sont, notamment :

- la couverture exhaustive des activités et des risques,
- la responsabilité de l'ensemble des acteurs,
- une définition claire des tâches,
- une séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle,
- des normes et procédures, notamment comptables et de traitement de l'information, formalisées et à jour,
- des systèmes de mesure des risques et des résultats,
- des systèmes de surveillance et de maîtrise des risques,
- un système de contrôle, comprenant des contrôles permanents réalisés par les unités opérationnelles ou par des collaborateurs dédiés, et des contrôles périodiques (inspection générale, audit).

La Caisse régionale Centre Loire s'est dotée d'un certain nombre de moyens et d'outils permettant une évaluation de la qualité et de la pertinence des dispositifs de contrôle interne mis en œuvre.

L'organe délibérant est informé de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux risques encourus par l'entreprise.

Par ailleurs, des points relatifs au contrôle permanent sont régulièrement présentés aux membres du Conseil d'Administration, du Comité d'Audit et des Comptes, à la Direction Générale.

Conformément aux principes du Groupe, le dispositif de contrôle interne de la Caisse Régionale de Centre Loire s'applique sur un périmètre large visant à l'encadrement et à la maîtrise des activités, à la mesure et à la surveillance des risques sur base consolidée.

La Caisse Régionale de Centre Loire s'assure par ailleurs, de l'existence d'un dispositif adéquat au sein de chacune de ses filiales porteuses de risques.

Le périmètre de contrôle interne comprend également l'ensemble des Caisses locales affiliées.

Des contrôles permanents opérationnels sont réalisés au sein des différentes unités. Ils portent notamment sur le respect des limites, de la politique « risque », des règles de délégation, sur la validation des opérations, leur correct dénouement, etc.

Des dispositifs spécifiques de contrôle recouvrent également :

- les systèmes d'informations,
- le déploiement et le test de plans de continuité d'activités,
- l'encadrement des prestations de services « essentielles » externalisées,
- la prévention et le contrôle des risques de non-conformité aux lois, règlements et normes internes.

Plusieurs évolutions ont été apportées dans les derniers mois à ce dispositif pour en améliorer l'efficacité et la pertinence :

- Après le déploiement en janvier 2009 au sein des sites, l'outil SCOPE de remontées des contrôles a été mis à disposition de l'ensemble du réseau d'agences,
- De plus, un service dédié « Contrôle » a été créé afin de réaliser, en centralisé, des contrôles concernant l'activité des agences.

Quelques adaptations d'organisation complémentaires ont été menées :

- Nomination d'un nouveau Responsable des contrôles permanents et des risques,
- Rattachement du service Outils Bâle II au Département Risques et Engagements nouvellement créé,
- Création d'une mission Risques filière,

Pour le second semestre 2009 et pour l'année 2010, les actions principales concerneront :

- la fiabilisation et l'optimisation des outils et structures mis en place
- le déploiement des revues de portefeuille,
- le suivi de la politique crédit.

Par ailleurs, les Caisses régionales de Crédit agricole ont commencé les travaux pour se doter d'un système d'informations unique. Ce chantier aura nécessairement des impacts et des incidences en matière de contrôle permanent.

3.2. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité

Centre Loire s'est donné les moyens nécessaires pour assurer ses obligations en matière de conformité et de déontologie. Ainsi, un service Conformité, Déontologie et Sécurité financière est spécialement dédié à ce domaine (Comité de conformité, d'audit et des comptes, de contrôle interne, ...). Le responsable de la conformité dispose d'un droit de regard et d'investigation important pour mener à bien sa mission. Il peut, le cas échéant, solliciter une mission d'audit. Il est membre de plusieurs instances qui traitent des aspects de conformité et de déontologie (Comité de conformité, d'audit et des comptes, de contrôle interne, ...).

Au cours du premier semestre 2009, la Caisse régionale a poursuivi la mise en place d'un dispositif de prévention et de contrôle des risques de non-conformité :

Plus spécifiquement, le premier semestre a vu le renforcement du dispositif de mise en œuvre au sein de Centre Loire de la Directive MIF (Marchés d'Instruments Financiers) et de la mise à jour des dossiers clients. Ces deux dossiers sont en effet considérés comme prioritaires en 2009.

Afin d'améliorer le dispositif de contrôle, nous avons au cours du premier semestre, revu et enrichi le plan de contrôle du Responsable des Contrôles des Services d'Investissement et du service Conformité, Déontologie et Sécurité Financière. Le plan de contrôle comprend maintenant 34 points de contrôle. Les résultats des contrôles sont transmis chaque mois au service Contrôle Central des Risques, chargé de l'exploitation de ces données.

Un travail de fond a également été engagé en matière de respect de la réglementation CNIL. Ainsi, une analyse des procédures actuellement en vigueur a été engagée afin de proposer, le cas échéant, des améliorations et optimisations de notre mode de fonctionnement.

Afin d'aider la force de vente à toujours proposer au client le produit correspondant à ses attentes, nous avons déployé dans l'ensemble des agences de la Caisse régionale, un nouvel outil : « Vente Personnalisée ». Celui-ci permet, sur la base de la connaissance du client, de son profil, de ses besoins, de proposer les produits parfaitement en adéquation avec ses besoins et son niveau d'expérience et de connaissance des produits et des marchés.

S'agissant des transactions personnelles, la Caisse Régionale a revu le périmètre des « initiés permanents » et « personnes sensibles » en suivant les recommandations de Crédit agricole SA.

Un travail a également été réalisé sur la mise en conformité des contrats de Prestations de Service Essentiel Externalisées.

3.3. Le contrôle périodique

Le Service Contrôle Périodique indépendant des unités opérationnelles intervient sur la Caisse Régionale (siège et réseaux) ainsi que sur toute entité relevant de son périmètre de contrôle interne.

Le périmètre d'audit ainsi que la planification pluriannuelle des missions s'effectue sur la base d'outils communs à l'ensemble des Caisses régionales et mis en place dans le cadre de l'animation du Métier Audit Inspection des Caisses régionales.

- La cartographie des risques auditables regroupe l'ensemble des activités de la Caisse régionale découpées en objets auditables. A chaque objet auditable est affecté un risque brut global (établi à partir des risques de contrepartie, financier, opérationnel et de non-conformité) et un risque net construit à dire d'expert en tenant compte de la qualité du contrôle permanent, de la cotation de la dernière mission et du taux de mise en œuvre des recommandations. La périodicité des missions découle directement du niveau de risque net (3, 4 ou 5 ans).
- Les plans d'audit annuels et pluriannuels découlent de la cartographie des risques auditables. La planification des missions est déterminée à partir de la date de dernière mission et de la périodicité issue de la cartographie

Le plan d'audit 2009 prévoit la réalisation de 36 missions d'audit dont 16 missions portant sur les réseaux de proximité et spécialisés et 20 missions portant sur des objets auditables siège.

Au 30 juin le plan quinquennal relatif au réseau de proximité est à jour et 9 missions ont été réalisées. 6 missions ont été réalisées sur des objets auditables siège dont une mission relative aux Risques de Contrepartie menée concomitamment sur toutes les Caisses Régionales et réalisée sur la base d'une méthodologie élaborée par l'Inspection Générale.

Les missions menées par l'Inspection Générale de CASA sur la Caisse Régionale ont fait l'objet d'un suivi trimestriel remonté auprès de l'IGL.

4. TENDANCE RECENTES ET PERSPECTIVES

Perspectives pour le second semestre

Sur le premier semestre, la crise économique se répercute sur l'activité au travers le fort ralentissement des investissements des entreprises et professionnels et des projets habitat des particuliers. Centre Loire se montre très présente auprès de ses clients pour les accompagner et trouver des solutions adaptées à leur situation.

Le dynamisme du réseau commercial a pu s'illustrer à l'occasion de l'ouverture de la distribution du Livret A avec la commercialisation de plus de 107 000 livrets sur le semestre et l'accent a été mis sur le développement du multi-canal avec le lancement de nouveaux services ; le e-relevé et la vente en ligne.

Sur le second semestre, Centre Loire confirmera son ancrage local et sa proximité avec l'ensemble de ses clients. Avec sa banque d'affaires Carcie, les PME-PMI trouvent des réponses pertinentes à leurs projets de croissance externe et d'investissement.

De nombreux produits attractifs –livret et carte spécialement destinée aux jeunes– permettront de renforcer sa présence sur le marché des particuliers.

La maîtrise des charges de fonctionnement va être poursuivie et la gestion du risque a été aménagée afin de mieux accompagner les clients en difficulté et trouver des solutions adaptées à leur situation.

Centre Loire via C@p 2011, son projet d'entreprise, entend être un partenaire performant au service du développement de son territoire et de ses clients et sociétaires.

5. LES FACTEURS DE RISQUES (IFRS7)

5.1. Risque de crédit

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un Etat et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement-livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

5.1.1. Principales évolutions en terme d'objectifs et de politique

La Caisse Régionale applique la politique crédits risques 2009 validée par le Conseil de Direction et le Conseil d'Administration.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Gérer l'octroi de crédit dans un contexte général de montée des risques, sans freiner la dynamique de développement et la reprise liée à la sortie progressive de la crise économique et en contrôlant la bonne application de cette politique.
- Renforcer la filière recouvrement amiable (RAM) par :
 - La mise en place d'une structure centralisée de gestion des professionnels en retard de paiement de plus de 55 jours (45 jours pour les risques aggravés) et qui gère l'intégralité de la relation des clients.
 - La décision de créer deux postes d'experts gestionnaires d'agriculteurs en difficultés, en appui du réseau de proximité.
 - Renforcer l'efficacité générale du dispositif de recouvrement en mettant en œuvre au cours du premier semestre 2009, un dispositif de cession de créances qui permet aux services de recouvrement amiable et au service contentieux de se recentrer sur la gestion des dossiers importants et/ ou en procédure.
 - Mener des actions volontaristes pour contenir la montée des risques crédits en amont des services de recouvrement par la tenue de comités risques en agences et le suivi centralisé des dossiers DL du réseau de proximité et des réseaux spécialisés.

5.1.2. Principales évolutions en terme de Gestion du risque

Organisation et dispositif de suivi

Le suivi du risque crédit de la Caisse Régionale s'effectue mensuellement et de manière globale à travers le tableau de bord risque qui met en avant les principaux indicateurs traditionnels (CDL, Pré CDL) par secteur d'activité, complété par le suivi des encours de découverts, des risques sur production récente, des flux de recouvrement, des provisions, du coût du risque et des risques spécifiques.

Sur le 1er semestre 2009, certains secteurs d'activité montrent des signes de fragilité particuliers et sont suivis de manière spécifique : c'est le cas des filières ovine et bovine.

Les financements de type LBO font l'objet d'un suivi particulier que ce soit pour le processus d'octroi ou de suivi.

Le contrôle permanent de la Caisse Régionale, Service Contrôle Central des Risques assure le suivi du risque crédit au travers :

- du suivi du respect de la politique risque crédit, validée annuellement par le Conseil d'Administration. Le service s'appuie sur des outils bureautiques et Infocentre afin d'assurer un suivi trimestriel du dispositif des limites globales, individuelles et par type d'opération.
- des revues de portefeuille : elles permettent le suivi des clients en risque né ou en risque latent. Ce sont des revues permanentes tous marchés, ou ponctuelles sur certains secteurs à risque, certains types de financement, en fonction de la conjoncture économique...

Au-delà d'un encours par groupe de risque consolidé, le suivi des contreparties défaillantes et sous surveillance s'effectue à l'aide d'un outil et d'un agenda permettant au service de s'assurer de la mise en œuvre dans les délais des décisions prises par les unités opérationnelles en charge de ces dossiers : le RAM particuliers, le RAM professionnels et l'unité "Agridiff". Le déploiement du RAM Professionnels s'est fait à partir d'Avril 2009 avec un suivi d'activité identique à celui du RAM particuliers (suivi des flux en nombre et volume, délais de traitement, efficacité du traitement).

Les dossiers qui présentent des difficultés spécifiques font l'objet d'un suivi auprès des instances internes dédiées de chaque marché :

- Comité d'Orientation Risques Entreprises Collectivités Publiques et Professionnels de l'Immobilier
- Comité d'Orientation Risques Particuliers Agriculteurs et Professionnels

Afin d'optimiser le suivi, la gestion et le pilotage du risque sur l'ensemble des secteurs d'activité, la Caisse Régionale Centre Loire s'appuie sur différentes instances organisationnelles :

- Comité Risques et Provisions présidé par le Directeur Général Adjoint
- Comité d'Arbitrage (Engagements)
- Comité des Prêts Régional

Pour assurer une meilleure maîtrise du risque crédit et sensibiliser le réseau de proximité à l'évolution des CDL, un dispositif complet d'accompagnement et de suivi a été mis en place à destination du réseau sur le 1er semestre 2009 :

- Mise en ligne via le service pilotage du tableau de bord risques avec 12 indicateurs de risques permettant au point de vente de se positionner par rapport à sa région et à la Caisse Régionale sur l'ensemble de ces indicateurs de risques.
- Suivi des dossiers en risque né et en risque latent sous forme d'une revue de portefeuille, outillée par une requête informatique et lancée à l'initiative du Directeur d'Agence. Cette revue doit être formalisée dans le cadre des contrôles internes mensuel 1er degré. Ces requêtes ont également servi de base au service Contrôle Central des Risques afin de réaliser les Comités Risques Secteurs sur le 1er semestre 2009.
- Equipe dédiée et bagage associé pour former en agence l'ensemble des conseillers Professionnels, Directeur d'Agence et Directeur de Secteur. La même démarche est en cours pour former les Conseillers et Assistants de clientèle particuliers.

Il est prévu pour le 2nd semestre 2009, la mise à disposition du tableau de bord risques à destination des agences ainsi que le déploiement des revues de portefeuille crédit.

Enfin le suivi de la politique risque crédit sous l'aspect respect des règles d'octroi, des exclusions de financement, des ratios d'endettement, des principes d'analyse et de garantie fait l'objet d'un chantier afin de mettre en place progressivement les contrôles et les suivis associés.

Méthodologie et Systèmes de mesure

Un tableau de bord « Risques crédits » permet le suivi mensuel, tant au niveau de la Direction que des Services et unités ayant à gérer et à suivre ce type de risques.

Le dispositif de surveillance des risques crédit est inchangé.

5.1.3. Exposition

Les dix plus gros engagements de la Caisse régionale Centre Loire représentent 7,2% de son portefeuille global.

Concentration

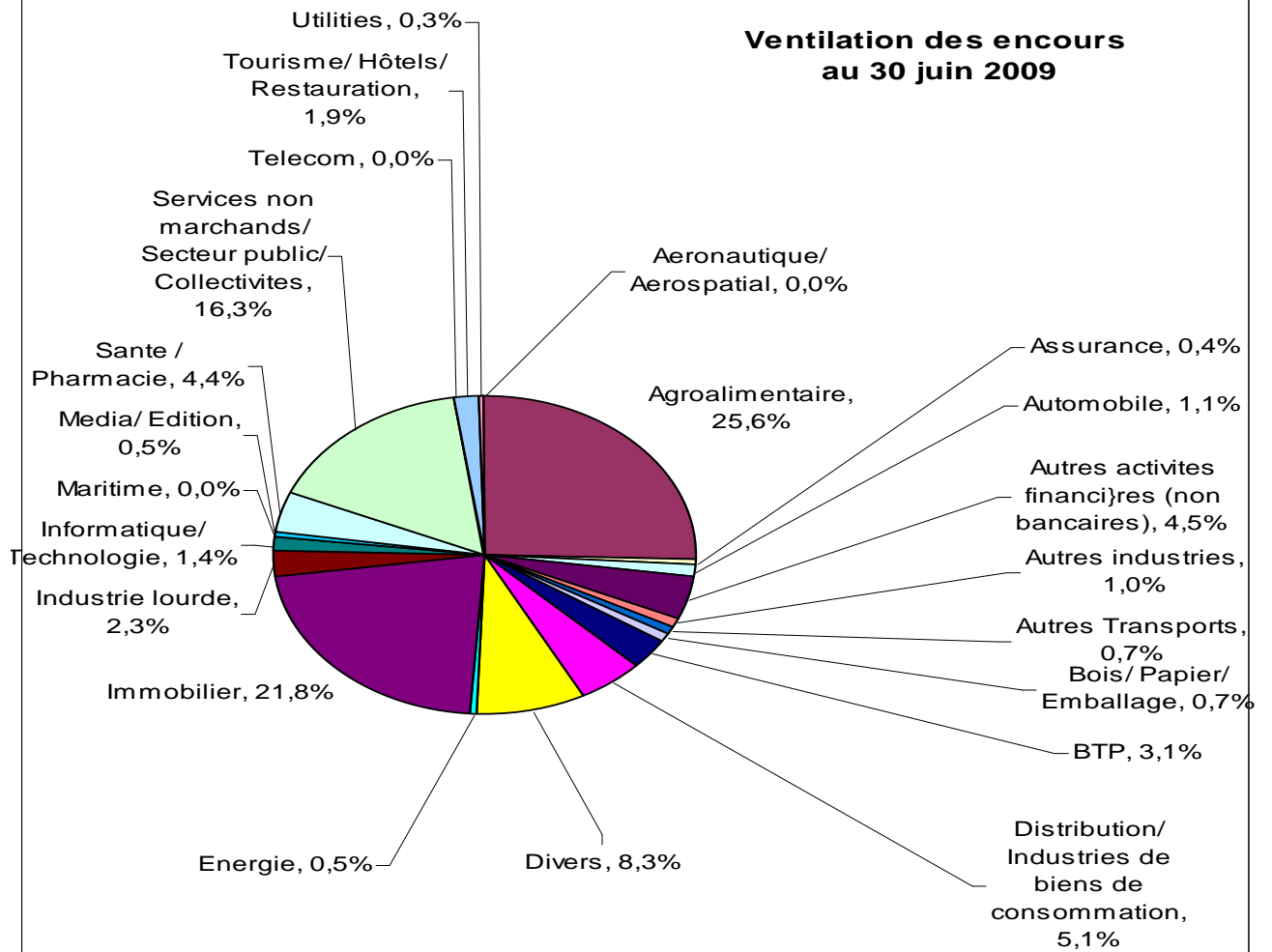
La base des ventilations est effectuée sur les risques de crédit hors contreparties bancaires et hors risque de contrepartie sur opérations de marché.

➤ *Diversification par filière d'activité économique*

Trois activités représentent plus de 10% des engagements et dépassent le milliard d'engagement:

- L'agroalimentaire avec 1 672 millions d'euros soit 25,6% des engagements globaux ;
- L'Immobilier avec 1 425 millions d'euros soit 21,8% des engagements globaux ;
- Les services non marchands / Secteur Public / Collectivités avec 1 064 millions d'euros soit 16,3% des engagements globaux.

**Ventilation des encours
au 30 juin 2009**



➤ *Exposition par agent économique*

Cf note n°5.3

5.1.4. Coût du risque

Cf n°3.7 concernant le coût du risque

5.1.5. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre 2009

La Caisse Régionale enregistre au premier semestre 2009 une hausse du taux de CDL et du coût du risque, lié au contexte de crise économique qui touche notamment le secteur des professionnels, des entreprises (LBO) et de l'immobilier : professionnels de l'immobilier et particuliers (courts termes relais).

Perspectives d'évolutions :

- Le marché de l'habitat enregistre une reprise des transactions depuis le second trimestre 2009 qui permet de rembourser progressivement les courts termes relais.
- Marché de l'agriculture : la moisson 2009 s'annonce plutôt bonne ce qui devrait se traduire positivement sur le niveau de risque de ce marché.
- La Caisse régionale reste attentive à l'évolution du risque sur le marché des professionnels, des entreprises et des professionnels de l'immobilier plus directement liés à la vigueur de la sortie de crise, ainsi que sur les dossiers LBO.

5.2. *Risque de marché*

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute

également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

La Caisse régionale Centre Loire est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché). On distingue comptablement le « Trading book » et le « Banking book ». La variation de juste valeur du « Trading book » se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du « Banking book » se traduit par un impact sur les fonds propres :

- Trading book comptable : la juste valeur par résultat s'élève à : 42 582,7 euros au 30/06/09.
- Banking book : au 30/06/09, la juste valeur par fonds propres (hors titres de participation) est de 568,5 millions d'euro, les plus values latentes s'élèvent à 18,7 millions d'euro. Sur les titres de participation, la juste valeur est 564,1 millions d'euros, les plus values latentes s'élèvent à 3,6 millions d'euro.

L'exposition (hors participations) au risque est mesurée par la sensibilité* : elle s'élève, au 31 mars 2009, à 7 millions d'euro.

* la sensibilité par facteur de risque se mesure au travers du scénario de stress utilisé dans le Groupe (Actions : - 20 % ; Taux : +200 bps ; Alternatif : - 10 % ; Monétaire Dynamique : - 2,5 % ; Convertibles : 50% Actions et 50% Taux)

De plus, une mesure de Value at Risk* est calculée avec une probabilité de 99% et pour un horizon de un mois : à fin mars elle est de - 3,5 millions d'euro.

* la Value at Risk représente la perte maximale estimée avec une probabilité donnée et sur un horizon donné de temps

Politique de gestion du « Banking book » : le Conseil d'Administration de la Caisse régionale Centre Loire définit chaque année un cadre de rendement et un niveau de risque souhaités pour l'activité de marché. Pour satisfaire ces exigences, la Caisse régionale Centre Loire a mis en place un « stop loss général » et une volatilité maximale de l'allocation.

Le suivi des risques s'effectue au regard de plusieurs indicateurs qui sont :

- La valeur « Mark to market » du portefeuille,
- La volatilité du portefeuille avec et sans effet de diversification (modèle de Value at Risk groupe et interne),
- Le suivi de l'enveloppe de risque potentiellement utilisée.

Pour l'année 2009, le stop loss général a été fixé à 12 millions d'euros, correspondant à des limites de volatilité de 3%.

Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre

Pour le second semestre, compte tenu de la forte volatilité des marchés, l'exposition aux actifs risqués restera mesurée et très mobile.

5.3. Gestion du bilan

5.3.1. Risque de taux d'intérêt global

➤ *Principales évolutions en terme d'objectifs et de politique*

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale de la Caisse Régionale, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Dans sa gestion, la Caisse Régionale poursuit un objectif de maîtrise du risque et de respect du cadre et des limites fixées par les instances concernées.

Sur le premier semestre 2009, le dispositif de mesure et de limite du risque global de taux d'intérêt n'a pas été modifié.

➤ *Principales évolutions en terme de gestion du risque*

- *Organisation et dispositif de suivi*

Le Conseil d'administration fixe le cadre de risque, le comité Gestion Actif Passif décide des actions stratégiques à mener, le comité financier valide les actions tactiques, le service gestion financière calcule le risque de taux et exécute les actions de couverture.

La situation de la Caisse Régionale, au regard de son exposition au risque de taux, est présentée et commentée au comité de Gestion Actif Passif, en présence de la Direction Générale, chaque trimestre.

Ce dernier prend, au vu de cette exposition, les décisions nécessaires en matière de gestion financière et rend compte du niveau d'exposition au Conseil d'administration.

A chaque mesure de l'exposition au risque de taux, il est vérifié que les limites sont bien respectées.

- Méthodologie et systèmes de mesure

La Caisse Régionale Centre Loire utilise la méthode des gaps statique de taux fixe pour mesurer trimestriellement son risque de taux.

Le risque de taux sur l'année (N+1) se concrétise par l'estimation de la sensibilité du PNB à une variation des taux de marché.

En 2008 Centre Loire a changé l'outil de calcul de son exposition au risque de taux pour adopter le nouvel logiciel groupe : Cristaux 2. L'alimentation de ce dernier est effectuée à partir de données extracomptables. Les principales hypothèses et modèles d'écoulement sont nationaux et sont calibrés en central par Crédit Agricole SA.

➤ *Exposition*

Notre exposition au risque de taux d'intérêt est traduite par les impasses au 30/04/2009 qui suivent : la convention de calcul est Passifs (taux fixes et inflation) – Actifs (taux fixes et inflation).

GAP Synthétique en Millions d'euros

2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038
-1 133	-217	123	149	274	431	456	243	235	220	202	207	160	7	-98	-157	-138	-118	-109	-98	-87	-66	-48	-37	-29	-20	-13	-7	-2	1

➤ *Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre*

Au cours du second semestre 2009, la Caisse Régionale Centre Loire va réviser ses limites de gestion du risque de taux.

5.3.2. Risque de change

Le risque de change résulte d'investissements durables dans des actifs en devises étrangères, la devise de référence de la Caisse Régionale étant l'euro.

La Caisse Régionale Centre Loire n'est pas exposée de façon significative à ce risque.

5.3.3. Risque de liquidité et de financement

➤ *Principales évolutions en terme d'objectifs et de politique*

La Caisse Régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise en cas par exemple de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès aux marchés interbancaires et monétaires). La gestion du risque de liquidité se traduit par :

- la mesure de ce risque au travers de l'étude des échéanciers des emplois et des ressources contractuels ou modélisés, ce qui permet de mettre en évidence les exigibilités à différentes échéances ;
- une politique d'adossement des ressources à des actifs liquides.

➤ *Principales évolutions en terme de gestion du risque*

- Organisation et dispositif de suivi

Le comité Gestion Actif Passif décide du cadre stratégique et rend compte du niveau d'exposition au Conseil d'administration. Le comité financier valide les actions tactiques, le service gestion financière mesure le risque de liquidité et exécute les actions de refinancement.

- Méthodologie et systèmes de mesure

La Caisse Régionale est soumise, conformément à la réglementation en vigueur, au respect du Coefficient de Liquidité (ratio réglementaire à un mois). La norme est fixée à 100 % minimum.

En complément, en 2008 les différentes entités du Groupe se sont dotées d'une limite de refinancement à court terme. Cette limite constitue une enveloppe maximum de refinancement de marché à court terme.

En ce qui concerne l'encadrement du risque de liquidité à moyen terme, au delà des obligations réglementaires, les entités du Groupe implémentent progressivement un nouveau système de mesure des besoins de liquidité à moyen long terme.

➤ *Exposition*

Le Crédit Agricole Centre Loire présente un coefficient de liquidité de 100.30 % au 30 Juin 2009. Il maintiendra pour les semestres à venir une gestion dynamique de la liquidité et un maintien du coefficient supérieur au seuil réglementaire de 100%.

5.3.4. Politique de couverture

- *Principales évolutions en termes de politique et objectifs de couverture des risques financiers (Fair value Hedge)*

Sur le premier semestre 2009 la Caisse Régionale Centre Loire n'a pas modifié sa politique de gestion du risque de taux et n'a pas été amenée à effectuer des opérations de couverture pour contenir son exposition à la variation des taux de marché.

- *Perspectives d'évolution pour le second semestre*

La politique globale de couverture du risque de taux sera actualisée au cours du second semestre afin d'intégrer la prochaine mise à jour des limites de risque.

Sur le second semestre 2009 la Caisse Régionale Centre Loire continuera sa politique prudente de gestion et de couverture des risques de taux et de liquidité.

5.4. Risques opérationnels

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

La politique de gestion du risque opérationnel de la Caisse régionale aussi bien en terme d'organisation et méthodologie n'a pas subi de modifications sur le premier semestre 2009 et reste articulée autour de cinq composantes :

- Gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels.
- Identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies.
- Collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents significatifs.
- Calcul et allocation des fonds propres réglementaires au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau entité.
- Réalisation périodique d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau entité, complété par une synthèse groupe.

5.5. RISQUES DE NON-CONFORMITE

Voir partie du rapport d'activité semestriel relative au contrôle interne

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE LOIRE

Siège Social : 8 allée des Collèges – 18920 Bourges cedex 9
Société Coopérative à Capital Variable
Capital Social de 64 835 744 €
N° Siren : 398 824 714 RCS Bourges

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

ORCOM SCC

MAZARS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Loire, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec

la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe relative aux nouvelles normes d'application obligatoire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 27 août 2009

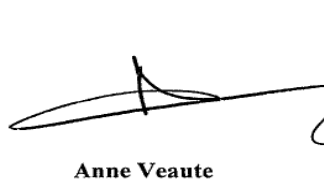
Les commissaires aux comptes

MAZARS

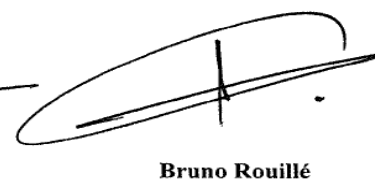
ORCOM SCC



Franck Boyer



Anne Veaute



Bruno Rouillé

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES
RESUMES AU 30 JUIN 2009

Arrêtés par le Conseil d'administration
de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire
En date du 28 juillet 2009

CADRE GENERAL

1 - Présentation juridique de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire est une société coopérative à capital variable créée le 1er janvier 1995, régie par le livre V du Code Monétaire et Financier, Livre V du Code Rural et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire, 92 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

De par la loi bancaire, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Son siège social est situé au 8 allée des Collèges, 18920 Bourges Cedex 9. Son n° d'immatriculation est 398 824 714 RCS Bourges.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire est également une société de courtage d'assurances.

Le Certificat Coopératif d'Investissement de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire est coté depuis le 1er janvier 1995 à la Bourse de Paris au sein de l'Eurolist compartiment B.

Au 30 juin 2009, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du Groupe Crédit Agricole dont l'organe central, au titre de la loi bancaire, est Crédit Agricole SA.

2 – Les faits caractéristiques.

Convention d'avances avec la SAS Rue la Boétie

Au 30 juin 2009, les Caisses régionales de Crédit Agricole ont octroyé une avance rémunérée à la SAS Rue La Boétie ; La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire y a participé à hauteur de 15,75 millions d'euros.

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés incluent les 92 caisses locales affiliées à la caisse régionale Centre Loire et le fonds dédié Centre Loire diversifié.

Une nouvelle caisse locale a été créée sur le début de l'exercice 2009 et intégrée au périmètre de consolidation, il s'agit de la caisse locale « Bourges Nord ».

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Intérêts et produits assimilés	3.1	269 136	557 523	271 037
Intérêts et charges assimilées	3.1	-163 708	-383 498	-182 060
Commissions (produits)	3.2	93 257	158 286	79 483
Commissions (charges)	3.2	-17 219	-23 333	-10 770
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		-1 645	-1 945	-376
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.3	16 497	30 679	35 557
Produits des autres activités	3.4	684	35 208	16 046
Charges des autres activités	3.4	-1 839	-1 841	-1 177
PRODUIT NET BANCAIRE		195 163	371 079	207 740
Charges générales d'exploitation	3.5	-100 563	-199 978	-105 051
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.6	-5 165	-10 652	-5 455
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		89 435	160 449	97 234
Coût du risque	3.7	-28 308	-70 910	-20 661
RESULTAT D'EXPLOITATION		61 127	89 539	76 573
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.8	-11	275	57
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
RESULTAT AVANT IMPOT		61 116	89 814	76 630
Impôts sur les bénéfices	3.9	-9 538	-21 968	-15 746
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
RESULTAT NET		51 578	67 846	60 884
Intérêts minoritaires				
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		51 578	67 846	60 884

GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES ET RESULTAT NET

(en milliers d'euros)	Notes	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Écarts de conversion				
Actifs disponibles à la vente		149 996	(415 067)	(241 034)
Instruments dérivés de couverture				
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence		149 996	(415 067)	(241 034)
Quote part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence		-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	3.10	149 996	(415 067)	(241 034)
Résultat net part du groupe		51 578	67 846	60 884
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe		201 574	(347 221)	(180 150)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires		-	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		201 574	(347 221)	(180 150)

Les Caisses régionales de Crédit Agricole détiennent la totalité du capital de SAS Rue la Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50% des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A. Les opérations sur les titres SAS Rue la Boétie sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination de la valeur du titre. Ces opérations recouvrent par exemple les cessions de titres entre les Caisses régionales ou les augmentations de capital de SAS Rue la Boétie.

Les modalités de valorisation du titre SAS Rue la Boétie prévues par la convention de liquidité reposaient jusqu'à présent essentiellement sur la valorisation au cours de bourse des titres Crédit Agricole S.A. Elles ont été modifiées par décision unanime des Caisses Régionales et de Crédit Agricole S.A. le 19 mars 2009 afin de continuer à refléter l'objet de la société.

En conséquence, la juste valeur des titres SAS Rue la Boétie détenus par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire s'est trouvée augmentée de 148 009 milliers d'euros et les réserves recyclables sur actifs disponibles à la vente -net d'impôt- de 148 009 milliers d'euros.

BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2009	31.12.2008
CAISSE, BANQUES CENTRALES		46 434	51 132
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	41 125	22 221
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		33 017	35 530
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	5.2 - 5.4	1 132 537	942 110
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.3 - 5.4	286 642	310 775
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	5.3 - 5.4	10 456 610	10 359 597
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		10 580	5 997
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE		168 121	155 927
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES (1)		51 532	51 136
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		120 469	137 781
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE			
IMMEUBLES DE PLACEMENT	5.7	177	190
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5.8	45 676	46 937
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5.8	1 938	1 878
ECARTS D'ACQUISITION			
TOTAL DE L'ACTIF		12 394 858	12 121 211

(1) au 31.12.2008, cette ligne se décomposait comme suit : actifs d'impôts courants pour 0 millier d'euro et actifs d'impôts différés pour 51 136 milliers d'euros.

BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2009	31.12.2008
BANQUES CENTRALES			
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	19 604	14 413
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		13 002	8 189
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.5	7 714 487	7 547 061
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	5.5	2 806 841	2 875 766
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	5.6	53 367	128 249
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		24 196	21 418
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES (1)		870	3 629
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		171 791	136 845
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE			
PROVISIONS	5.9	53 221	53 419
DETTES SUBORDONNEES	5.6	32 745	33 225
TOTAL DETTES		10 890 124	10 822 214
CAPITAUX PROPRES	5.10		
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		1 504 732	1 298 995
CAPITAL ET RESERVES LIEES		498 796	476 510
RESERVES CONSOLIDEES		938 473	888 750
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES		15 885	-134 111
RESULTAT DE L'EXERCICE		51 578	67 846
INTERETS MINORITAIRES		2	2
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 504 734	1 298 997
TOTAL DU PASSIF		12 394 858	12 121 211

(1) au 31.12.2008, cette ligne se décomposait comme suit : passifs d'impôts courants pour 3 629 milliers d'euros et passifs d'impôts différés pour 0 millier d'euro.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées	Elimination des titres auto-détenus						
Capitaux propres au 1er janvier 2008	208 280	254 541	-146	906 784	280 956	0	1 650 415	0	1 650 415
Augmentation de capital	14 752			0			14 752		14 752
Variation des titres auto détenus			-8	0			-8		-8
Distributions versées en 2008				-18 028			-18 028		-18 028
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	14 752	0	-8	-18 028	0	0	-3 284	0	-3 284
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	-241 034	0	-241 034	0	-241 034
Résultat du 1er semestre 2008				0		60 884	60 884		60 884
Autres variations				-5			-5		-5
Capitaux propres au 30 juin 2008	223 032	254 541	-154	888 750	39 922	60 884	1 466 976	0	1 466 976
Augmentation de capital	-824			0			-824	2	-822
Variation des titres auto détenus			-86	0			-86		-86
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-824	0	-86	0	0	0	-910	2	-908
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	-174 033	0	-174 033	0	-174 033
Résultat du 2ème semestre 2008				0		6 962	6 962		6 962
Autres variations				0			0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2008	222 208	254 542	-240	888 750	-134 111	67 846	1 298 995	2	1 298 997
Augmentation de capital	22 756			0			22 756		22 756
Variation des titres auto détenus			-469	0			-469		-469
Distributions versées en 2009				-18 149			-18 149		-18 149
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	22 756	0	-469	-18 149	0	0	4 138	0	4 138
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres(1)	0	0	0	0	149 996	0	149 996	0	149 996
Résultat au 30.06.2009				0		51 578	51 578		51 578
Affectation du résultat 31.12.2008				67 846		-67 846	0		0
Autres variations				26			26		26
Capitaux propres au 30 juin 2009	244 964	254 542	-709	938 473	15 885	51 578	1 504 732	2	1 504 734

(1) dont une augmentation de 148 009 milliers d'euros des réserves recyclables liée à l'augmentation de la juste valeur des titres SAS Rue la Boétie dans le cadre de la modification des modalités de valorisation du titre SAS Rue la Boétie telle que décrite sous le tableau des « gains ou pertes latents ou différés et résultat net ».

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008	2008
Résultat avant impôts	61 116	76 630	96 666
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	5 178	5 468	10 677
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	0	0
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	28 634	23 555	71 786
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	0	0	0
Résultat net des activités d'investissement	194	-710	-928
Résultat net des activités de financement	914	242	1 171
Autres mouvements	-13 609	-7 507	4 596
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	21 311	21 048	87 302
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	60 438	405 073	1 223 126
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-189 578	-408 684	-774 366
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-125 557	164 084	-9 698
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	44 454	15 292	-14 955
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0	0
Impôts versés	-14 575	-28 944	-24 067
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-224 818	146 821	400 040
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	-142 391	244 499	584 008
<i>Flux liés aux participations (1)</i>	<i>-5 164</i>	<i>-68 447</i>	<i>-127 316</i>
<i>Flux liés aux filiales</i>	<i>8 040</i>		<i>-69 269</i>
<i>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>-3 975</i>	<i>-5 366</i>	<i>-10 840</i>
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-1 099	-73 813	-207 425
<i>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</i>	<i>3 678</i>	<i>-3 285</i>	<i>-4 109</i>
<i>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</i>	<i>-1 394</i>	<i>22 500</i>	<i>22 050</i>
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	2 284	19 215	17 941
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0	0
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-141 206	189 901	394 524
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	162 675	-231 849	-231 849
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	50 977	42 853	42 853
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit *	111 698	-274 702	-274 702
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	21 469	-41 948	162 675
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	46 393	52 833	50 977
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit *	-24 924	-94 781	111 698
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-141 206	189 901	394 524

* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 5.5

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2009, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire s'élève à - 5 164 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes :

- acquisitions de participations : - 3 374 milliers d'euros
- souscription de capital : - 1 992 milliers d'euros

- cession de participations : 385 milliers d'euros
- moins values de cession de participation : -183 milliers d'euros

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement : des intérêts aux parts sociales, des dividendes sur CCI, des dividendes sur CCA, versés par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire à ses actionnaires, à hauteur de 18 149 milliers d'euros pour le premier semestre 2009.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

1. *Principes et Méthodes applicables dans le groupe*

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés semestriels résumés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2009.

Le Groupe Crédit Agricole applique ce référentiel, en utilisant les dispositions de la norme IAS 39 dans sa version retenue par l'Union Européenne (version dite « carve out »), qui autorise certaines dérogations dans l'application pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire au 31 décembre 2008, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliquée à un rapport financier intermédiaire.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30/06/09 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2009. Celles-ci portent sur :

- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007) et relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions
- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle

La 1^{ère} application d'IFRS 8 a entraîné une modification dans l'information sectorielle présentée par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire : désormais, l'entité présente une information sur le secteur opérationnel suivant : banque de proximité en France.

- l'amendement de la norme IAS 23 issu du règlement du 10 décembre 2008 (CE n° 1260/2008), relative aux coûts d'emprunt
- l'amendement de la norme IFRS 2 issu du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1261/2008), relative au paiement fondé sur des actions et portant sur les conditions d'acquisition des droits et annulations de transactions
- l'interprétation IFRIC 13 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1262/2008), relative au programme de fidélisation des clients
- l'interprétation IFRIC 14 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1263/2008) et relative au plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, aux exigences de financement minimal et à leur interaction dans le cadre de la norme IAS 19 portant sur les avantages du personnel

- la révision de la norme IAS 1 issue du règlement du 17 décembre 2008 (CE n° 1274/2008), relative à la présentation des états financiers. En application de cet amendement un état du « résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » est désormais présenté dans les états financiers et est complété par des notes annexes
- les amendements des normes IAS 32 et IAS 1, issus du règlement du 21 janvier 2009 (CE n° 53-2009), relatifs au classement de certains instruments financiers et aux informations liées à fournir
- les amendements des normes IAS 27 et IFRS 1, issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69-2009), relatifs au coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée
- 35 amendements visant à améliorer et clarifier 18 normes et issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n°70-2009). Il est à noter que la date de première application de l'amendement de la norme IFRS 5, et de l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle, est repoussée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009.

A l'exception de la révision de la norme IAS 1 et la présentation du nouvel état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, l'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- l'interprétation IFRIC 12 issue du règlement du 25 mars 2009 (CE n° 254/2009), relative aux accords de concession de services, et qui ne concerne pas les activités du Groupe. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010
- la révision de la norme IAS 27 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 494/2009), relative aux états financiers consolidés et individuels. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010
- la révision de la norme IFRS 3 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 495/2009), relative aux regroupements d'entreprises. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010
- l'interprétation IFRIC 16 issue du règlement du 4 juin 2009 (CE n° 460/2009), relative aux couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2009.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2008 de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les dépréciations durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Périmètre de consolidation – parties liées

2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice

✓ Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2009

Sociétés entrées dans le périmètre soit par création, soit du fait de leur acquisition ou d'un complément d'acquisition de leurs titres, soit du fait d'un franchissement du seuil de signification :

La Caisse Locale Bourges Nord a été créée et intégrée au périmètre de consolidation de la Caisse régionale Centre Loire sur le premier trimestre 2009 par intégration globale.

2.2. Périmètre de consolidation au 30 juin 2009

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire, des 92 Caisses locales qui lui sont affiliées, ainsi que du fonds dédié Centre Loire diversifié.

Les Caisses Locales

ARGENT S/ SAULDRE
27, avenue Nationale
18410 ARGENT S/ SAULDRE
Mme Barbara DURAND

ARTENAY
22, rue d'Orléans
45410 ARTENAY
M. Dominique PROUST

AUBIGNY S/ NERE
13, rue Cambournac
18700 AUBIGNY S/ NERE
M. Hervé RAGU

BAUGY
14, rue Saint Martin
18800 BAUGY
M. Jean-François DESRATS

BEAUGENCY
26, place du Martroi
45190 BEAUGENCY
M. Dominique LECONTE

BEAUNE LA ROLANDE
12 bis, Mail Est
45340 BEAUNE LA ROLANDE
M. Christian PIGNAULT

BELLEGARDE
5, rue Demersay
45270 BELLEGARDE
M. Jean-Luc LEPLAT

BOURGES LITTRÉ
18, rue Littré - BP 187
18000 BOURGES
M. Claude DESLOGES

BOURGES MARRONNIERS
4-6, rue Emile Martin
18000 BOURGES
M. Gérard MULON

BOURGES NORD
38-40, rue de Turly
18000 BOURGES
M. Jean-Pierre MOREAU

BRIARE - BONNY
8, place de la République
45250 BRIARE
M. Christian JOSEPH

BRINON S/ BEUVRON
Place du Bourg
58420 BRINON S/ BEUVRON
M. Pascal JOLLET

CHÂTEAU CHINON
10 bis, route de Nevers
58120 CHÂTEAU CHINON
Mme Fabienne SAVAJOLS

CHATEAUMEILLANT
11, place Saint Blaise
18370 CHATEAUMEILLANT
M. Bernard MOINON

CHATEAUNEUF - ST BENOIT
10, rue de la Vrillière
45110 CHATEAUNEUF S/ LOIRE
M. Dominique BOUHOURS

CHATEAUNEUF S/ CHER
Grande Rue
18190 CHATEAUNEUF S/ CHER
M. Jean Luc GROSBOT

CHATEAU-RENARD
Place du Château
45220 CHÂTEAU-RENARD
M. Francis PATILLAUT

CHATILLON COLIGNY
7, place Montmorency-Luxembourg
45230 CHATILLON COLIGNY
M. Serge LESPAGNOL

CHATILLON EN BAZOIS
Rue du Docteur Duret
58110 CHATILLON EN BAZOIS
Mme Agnès MICHOT

CHATILLON S/ LOIRE
1, place des Victoires
45360 CHATILLON S/ LOIRE
M. Thierry BAHIN

CLAMECY
Avenue de la République
58500 CLAMECY
Mme Marie-Claude MASSON

CLERY ST ANDRÉ
144, rue du Maréchal Foch
45370 CLERY ST ANDRE
M. Patrick HARNOIS

CORBIGNY
13, avenue Saint Jean
58800 CORBIGNY
Mme Florence FICHOT

COSNE S/ LOIRE
15, square Gambon
58200 COSNE S/ LOIRE
M. François THIBAUT

COURTENAY
Place du Mail
45320 COURTENAY
Mme Marie-Pierre PERDEREAU

CULAN
Place du Champ de Foire
18270 CULAN
M. Jacques DUCHIER

DECIZE
17, quai de Loire
58300 DECIZE
M. Maurice CLOIX

DONZY
Boulevard d'Osmond
58220 DONZY
M. Jean-Marie BLANCHARD

DUN S/ AURON
1, place Gustave Vinadelle
18130 DUN S/ AURON
M. Michel MORIN

ENTRAINS S/ NOHAIN
Place du Puits de Fer
58410 ENTRAINS S/ NOHAIN
M. Louis GIBOURET

ENTRE LOIRE ET NIEVRE
72, avenue de Paris
58320 POUQUES LES EAUX
M. Loth SIEMENI

FAY AUX LOGES
41, rue Abbé Thomas
45450 FAY AUX LOGES
M. Jean Pierre COCU

FERRIERES EN GATINAIS
16, Grande Rue
45210 FERRIERES EN GATINAIS
Mme Isabelle RONDEAU

FLEURY - SARAN
336, faubourg Bannier
45400 FLEURY LES AUBRAIS
M. Daniel GASSELIN

FOURS
7, route de Luzy
58250 FOURS
Mme Françoise PACQUET

GIEN
28, avenue Maréchal Leclerc
45500 GIEN
Mme Claudie GIRARD

GRACAY
Rue Félix Pyat
18310 GRACAY
M. Olivier DE JOUVENCEL

HENRICHEMONT
Place Henri IV
18250 HENRICHEMONT
M. François CHENAULT

JARGEAU - TIGY
2, boulevard du Saumon
45150 JARGEAU
M. Rémi BARON

LA CHARITE S/ LOIRE
Place du Général de Gaulle
58400 LA CHARITE S/ LOIRE
M. Dominique THIBAUT

LA FERTE ST AUBIN
53, avenue Maréchal Leclerc
45240 LA FERTE ST AUBIN
M. Pierre HENRY

LA GUERCHE S/ L'AUBOIS
18-20, rue Henri Barbusse
18150 LA GUERCHE S/ L'AUBOIS
M. Didier RENAUD

LA SOURCE - ST CYR
Centre Commercial 2002
45100 ORLEANS
M. Joël NICOLAUD

LE CHATELET EN BERRY
Grande Rue
18170 LE CHATELET EN BERRY
Mme Marie-Christine DESBOIS

LÉRÉ
Grande Rue
18240 LERE
Mme Brigitte BLIN

LES AIX D'ANGILLON
Rue de la Liberté
18220 LES AIX D'ANGILLON
Mme Christine PARAGEAU

LEVET
Avenue Nationale
18340 LEVET
M. Marc MABIRE

LIGNIERES
Avenue Jean Jaurès
18160 LIGNIERES
M. Bernard GRILLON

LORMES
4, rue du Pont National
58140 LORMES
Mme Eliane VOILLOT

LORRIS
3, rue Guillaume de Lorris
45260 LORRIS
M. Daniel TROUPILLON

LUZY
Place du Champ de Foire
58170 LUZY
M. Didier DAUTELOUP

MALESHERBES
5, place du Martroi
45330 MALESHERBES
M. Michel DREUX

MONTARGIS
1, place Jules Ferry
45200 MONTARGIS
M. Alain ABSOLU

NERONDES
Grande Rue
18350 NERONDES
M. Gérard HUET

OLIVET
516, rue Marcel Belot
45160 OLIVET
M. Gérard MONTIGNY

OUROUX EN MORVAN
Grande Rue
58230 OUROUX EN MORVAN
Mme Virginie DESBROSSES

PITHIVIERS
35, Mail Ouest
45300 PITHIVIERS
M. Jean-Jacques HAUTEFEUILLE

PREVERANGES
Place du Marché
18370 PREVERANGES
Mme Nicole MICLET

SANCERRE
3, Place du Puit Saint Jean
18300 SANCERRE
M. Jean-Michel NAUDET

SOLOGNE NIVERNAISE
Rue Théodore de Banville
58380 LUCENAY LES AIX
M. Jean-Claude METTRO

ST BENIN D'AZY
Place du Champ de Foire
58270 ST BENIN D'AZY
Mme Laurence EVERS

ST JEAN DE BRAYE - CHECY
30, rue de la Planche de Pierre
45800 ST JEAN DE BRAYE
Mme Françoise FOULATIER

ST MARTIN D'AUXIGNY
Avenue de la République
18110 ST MARTIN D'AUXIGNY
M. Jean-Marie CLAVIER

SULLY S/ LOIRE
23, rue du Grand Sully
45600 SULLY S/ LOIRE
M. Patrice CHEDANNE

MEHUN - LURY
6-8, rue Agnès Sorel
18500 MEHUN S/ YEYRE
M. Alain CHARRIOT

MONTSAUCHE
Place de l'Ancienne Gare
58230 MONTSAUCHE
M. Alain BERTOUX

NEUVILLE AUX BOIS
Allée René Cassin
45170 NEUVILLE AUX BOIS
M. Claude GIRAULT

ORLEANS CENTRE
23, rue Théophile Chollet
45000 ORLEANS
Mme Jacqueline MALBET

OUTARVILLE
3, rue Robine
45480 BAZOCHES LES GALLERANDES
M. Olivier MOIGNEU

POUILLY S/ LOIRE
Place de la République
58150 POUILLY S/ LOIRE
M. Christophe BONNARD

PUISEAUX
2, place de la République
45390 PUISEAUX
M. Pierre PETIOT

SANCOINS
38-40, rue F. Duruisseau
18600 SANCOINS
Mme Martine CATUSSE

ST AMAND EN PUISAYE
Route de Cosne
58310 ST AMAND EN PUISAYE
Mme Muriel HUET

ST DOULCHARD
3, rue du Commerce
18230 ST DOULCHARD
M. Jean-Michel DAMIEN

ST JEAN DE LA RUELLE - LA CHAPELLE
86, rue Charles Beauhaire
45140 ST JEAN DE LA RUELLE
M. Guy BEAUDENUIT

ST PIERRE LE MOUTIER
11, rue du 11 novembre
58240 ST PIERRE LE MOUTIER
Mme Solange MEUNIER

TANNAY
2, rue Emile Régnauld
58190 TANNAY
M. Philippe LAGUIGNER

MEUNG S/ LOIRE
46-48, rue du Général de Gaulle
45130 MEUNG S/ LOIRE
M. Jean-Pierre BOTHEREAU

MOULINS ENGILBERT
4, rue des Fossés
58290 MOULINS ENGILBERT
M. Gérard DOUCET

NEVERS
24, rue des Merciers
58000 NEVERS
M. Aymeric BEHAGHEL

ORLEANS ST MARCEAU
98, avenue Dauphine
45100 ORLEANS
Mme Françoise JEROME

PATAY-CHARSONVILLE-EPIEDS
13, place Jeanne d'Arc
45310 PATAY
Mme Evelyne CHASSINE

PREMERY
Place du Champ de Foire
58700 PREMERY
M. Christian GOBET

SANCERGUES
Grande Rue
18140 SANCERGUES
Mme Marie-Josèphe BOUET

SCEAUX DU GATINAIS
Place de la Mairie
45490 SCEAUX EN GATINAIS
M. Francis BOUGREAU

ST AMAND MONTROND
25, rue Nationale - BP 63
18200 ST AMAND MONTROND
M. Christophe GENTY

ST FLORENT - CHAROST
Square Henri Barbusse
18400 ST FLORENT S/ CHER
M. Didier GERY

ST JEAN LE BLANC
Clos de l'Arche
45650 ST JEAN LE BLANC
M. Francis DEVILLIERS

ST SAULGE
Rue du Champ de Foire
58330 ST SAULGE
M. Philippe LAVOLLEE

VAILLY S/ SAULDRE
Grande Rue
18260 VAILLY S/ SAULDRE
M. Daniel BELLEVILLE

VARZY
Place du Marché
58210 VARZY
M. Gérard DETABLE

VIERZON
17, rue de la République
18100 VIERZON
M. Gérard BIGONNEAU

Le fond dédié Centre Loire diversifié

Le fonds dédié est détenu à 99,99% par la caisse régionale Centre Loire et est consolidable de plein droit, par intégration globale, en application du CRC 99-07.
Le fonds dédié Centre Loire diversifié est géré par CACEIS Fasnet – 1-3 place Valhubert – 75013 Paris.

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 368	6 570	1 106
Sur opérations internes au Crédit Agricole	10 092	13 798	10 243
Sur opérations avec la clientèle	231 782	471 092	228 649
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	3 724	2 206	1 146
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 729	5 937	2 731
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	17 921	56 215	26 847
Produit de cession des instruments de couverture de FT			315
Autres intérêts et produits assimilés	520	1 705	
Produits d'intérêts (1) (2)	269 136	557 523	271 037
Sur opérations avec les établissements de crédit		5	
Sur opérations internes au Crédit Agricole	132 064	287 065	137 788
Sur opérations avec la clientèle	17 718	34 679	15 565
Actifs financiers disponibles à la vente		533	
Sur dettes représentées par un titre	1 434	8 387	3 924
Sur dettes subordonnées	914	1 171	242
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	11 578	51 576	24 411
Pertes sur cession des instruments de couverture de FT		82	130
Charges d'intérêts	163 708	383 498	182 060

(1) dont 6 409 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement (total PCCO 707090 et 705190) au 30 juin 2009 contre 12 703 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et 6 312 milliers d'euros au 30 juin 2008.

(2) dont 3 622 milliers d'euros au 30 juin 2009 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat (1 414 milliers d'euros au titre des prêts à taux zéro et 2 208 milliers d'euros au titre des prêts agricoles), contre 6 784 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et 3 238 milliers d'euros au 30 juin 2008.

3.2. Commissions nettes

(en milliers d'euros)	30.06.2009			31.12.2008			30.06.2008		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	338	337	1	845	758	87	334	401	-67
Sur opérations internes au Crédit Agricole	12 592	12 126	466	22 308	12 858	9 450	10 554	5 508	5 046
Sur opérations avec la clientèle	23 735	338	23 397	48 462	608	47 854	24 508	293	24 215
Sur opérations sur titres (1)			0			0			0
Sur opérations de change	64		64	135	1	134	65		65
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan (1)	3 117	511	2 606	6 852	1 179	5 673	3 909	553	3 356
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers (2)	51 821	3 915	47 906	60 388	7 735	52 653	29 875	3 898	25 977
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues (2)	1 590	-8	1 598	19 296	194	19 102	10 238	117	10 121
Produits nets des commissions	93 257	17 219	76 038	158 286	23 333	134 953	79 483	10 770	68 713

(1) les commissions versées et reçues dans le cadre d'engagements sur titres sont désormais rattachées aux "commissions sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan" et non plus aux "commissions sur opérations sur titres". Le montant net de ces commissions s'élève à 0 millier d'euro au titre du premier semestre 2009.

(2) certaines commissions de prestations de services financiers, jusque là affectées à la rubrique "commissions sur gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues", ont été réaffectées à la rubrique "commissions sur moyens de paiement et autres services bancaires et financiers". Le montant net de ces commissions s'élève à -53 milliers d'euros au titre du 1er semestre 2009.

3.3. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dividendes reçus	16 370	34 486	32 762
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	127	-3 784	2 795
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)		23	0
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	16 497	30 679	35 557

* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement

3.4. Produits et charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Produits nets des immeubles de placement	-13	-25	-13
Autres produits (charges) nets	-1 142	33 392	14 882
- produits nets d'exploitation bancaire	-1 791	32 084	14 259
- produits nets d'exploitation non bancaire	649	1 308	623
Produits (charges) des autres activités	-1 155	33 367	14 869

3.5. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Charges de personnel	63 263	126 024	67 880
Impôts et taxes	2 933	6 520	3 249
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	34 367	67 434	33 922
Charges d'exploitation	100 563	199 978	105 051

Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Salaires et traitements	35 278	71 175	37 988
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	3 577	7 559	3 696
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	0	1 304	64
Autres charges sociales	13 131	26 014	13 093
Intéressement et participation	7 392	12 953	9 025
Impôts et taxes sur rémunération	5 026	9 204	4 409
Transfert de charges	-1 141	-2 185	-395
Total charges de personnel	63 263	126 024	67 880

3.6. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dotations aux amortissements	5 165	10 928	5 455
Dotations aux dépréciations	0	-276	0
Total	5 165	10 652	5 455

3.7. Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-101 984	-154 940	-69 906
Prêts et créances	-96 938	-142 789	-65 879
Autres actifs	-229	-78	-27
Engagements par signature	-1 620	-8 282	-2 176
Risques et charges	-3 197	-3 791	-1 824
Reprises de provisions et de dépréciations	73 398	84 619	49 463
Prêts et créances	69 120	79 613	46 844
Comptes de régularisation et actifs divers	25	107	101
Engagements par signature	3 023	1 221	763
Risques et charges	1 230	3 678	1 755
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-28 586	-70 321	-20 443
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-191	-417	-240
Récupérations sur prêts et créances amorties	918	934	359
Décotes sur crédits restructurés	-449	-1 106	-337
Coût du risque	-28 308	-70 910	-20 661

3.8. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-11	275	57
Plus-values de cession		380	125
Moins-values de cession	-11	-105	-68
Gains ou pertes sur autres actifs	-11	275	57

3.9. Impôts

Charge d'impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Charge d'impôt courant	7 678	30 971	16 169
Charge d'impôt différé	1 860	-9 003	-423
Charge d'impôt de la période	9 538	21 968	15 746

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30.06.09

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	61116	34,43%	21 042
Effet des différences permanentes			-9 008
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-1 401
Effet de l'imposition à taux réduit			-1 404
Effet des autres éléments			309
Taux et charge effectif d'impôt		15,61%	9 538

Au 31.12.08

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	89 814	34,43%	30 923
Effet des différences permanentes			-9 125
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			4 105
Effet de l'imposition à taux réduit			-1 590
Effet des autres éléments			-2 345
Taux et charge effectif d'impôt		24,46%	21 968

Au 30.06.08

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	76 630	34,43%	26 384
Effet des différences permanentes			-10 370
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-1 227
Effet de l'imposition à taux réduit			-211
Effet des autres éléments			1 171
Taux et charge effectif d'impôt		21,00%	15 746

3.10. Variation des gains ou pertes latents ou différés

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

	gains et pertes comptabilisés			Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors quote part des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture		
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Variation de juste valeur		-238684		-238684	
Transfert en compte de résultat		-2350		-2350	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part du Groupe)	0	-241034	0	-241034	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part minoritaire)				0	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (1)	0	-241034	0	-241034	0
Variation de juste valeur		-405059		-405059	
Transfert en compte de résultat		-10008		-10008	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part du Groupe)	0	-415067	0	-415067	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part minoritaire)				0	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (1)	0	-415067	0	-415067	0
Variation de juste valeur		150227		150227	
Transfert en compte de résultat		-231		-231	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part du Groupe)	0	149996	0	149996	0
capitaux propres 1er semestre 2009 (part minoritaire)				0	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (1)	0	149996	0	149996	0

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Montant brut	152 396	(425 109)	(247 430)
Impôt	(2 400)	10 042	6 396
Total net	149 996	(415 067)	(241 034)

4. Informations sectorielles

En application de la norme IFRS8, le secteur d'activité de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire est celui de la banque de proximité en France.

La clientèle de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire comprend les particuliers, les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités locales.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support épargne (monétaire, obligataire, titres), placement d'assurance-vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements. Elle distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme des produits d'assurance-vie.

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	41 125	22 221
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Juste valeur au bilan	41 125	22 221
<i>Dont Titres prêtés</i>		

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Titres détenus à des fins de transaction	43	40
- Obligations et autres titres à revenu fixe	43	40
Instruments dérivés	41 082	22 181
Juste valeur au bilan	41 125	22 221

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	19 604	14 413
Juste valeur au bilan	19 604	14 413

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Instruments dérivés	19 604	14 413
Juste valeur au bilan	19 604	14 413

5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2009			31.12.2008		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Obligations et autres titres à revenu fixe	548 853	18 738	1 526	508 265	12 405	2 322
Actions et autres titres à revenu variable	19 590	1 662	224	20 067	1 854	187
Titres de participation non consolidés	563 996	13 904	10 280	413 778	14 305	156 184
Créances rattachées	98					
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	1 132 537	34 304	12 030	942 110	28 564	158 693
Impôts		6 949	560		4 811	829
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)		27 355	11 470		23 753	157 864

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	7 260	53 187
Prêts subordonnés	5 478	5 478
Titres non cotés sur un marché actif	10 000	31 600
Total	22 738	90 265
Créances rattachées	243	1 012
Valeur nette	22 981	91 277
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	12 634	87 437
Comptes et avances à terme	213 999	97 919
Prêts subordonnés	32 400	32 400
Total	259 033	217 756
Créances rattachées	4 628	1 742
Valeur nette	263 661	219 498
Valeur nette au bilan	286 642	310 775

Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	42 981	52 340
Autres concours à la clientèle	10 320 647	10 232 405
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	54 500	54 500
Titres non cotés sur un marché actif	3 731	3 731
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	169 668	150 713
Comptes ordinaires débiteurs	133 477	123 402
Total	10 725 004	10 617 091
Créances rattachées	90 293	87 721
Dépréciations	358 687	345 215
Valeur nette au bilan (1)	10 456 610	10 359 597

(1) dont 517 983 milliers d'euros apportés en garantie à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Société Française de l'Economie Française (SFEF). La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009					
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dépréciations / encours non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours compromis	Total
Etablissements de crédit	281 771					281 771
Institutions non établissements de crédit	990 825					990 825
Grandes entreprises	2 392 266	62 398	52 855	34 966	30 474	2 308 937
Clientèle de détail	7 341 913	94 129	46 089	101 239	83 746	7 212 078
Total *	11 006 775	156 527	98 944	136 205	114 220	10 793 611
Créances rattachées nettes						64 922
Dépréciations sur base collective						-115 281
Valeurs nettes au bilan						10 743 252

* Dont encours clientèle sains restructurés pour 13 366 milliers d'euros

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2008					
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dépréciations / encours non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours compromis	Total
Etablissements de crédit	308 021					308 021
Institutions non établissements de crédit	1 008 238					1 008 238
Grandes entreprises	2 317 994	42 417	24 759	32 779	27 516	2 265 719
Clientèle de détail	7 290 859	74 905	51 455	102 584	85 381	7 154 023
Total *	10 925 112	117 322	76 214	135 363	112 897	10 736 001
Créances rattachées nettes						60 438
Dépréciations sur base collective						-126 067
Valeurs nettes au bilan						10 670 372

* Dont encours clientèle sains restructurés pour 13 211 milliers d'euros

5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Dotations	Reprises et utilisations	30.06.2009
Créances sur la clientèle	345 215	103 147	89 675	358 687
dont dépréciations collectives	102 164	3 999	8 540	97 623
Actifs financiers disponibles à la vente	1 347	0	183	1 164
Autres actifs financiers	107	229	25	311
Total des dépréciations d'actifs financiers	346 669	103 376	89 883	360 162

5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts		
dont comptes ordinaires créditeurs	311	402
dont autres sommes dues		1
Total	311	403
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	44 507	28 524
Comptes et avances à terme	7 653 362	7 498 443
Sous-total	7 697 869	7 526 967
Dettes rattachées	16 307	19 691
Total	7 714 176	7 546 658
Valeur au bilan	7 714 487	7 547 061

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Comptes ordinaires créditeurs	1 950 960	2 066 324
Comptes d'épargne à régime spécial	41 411	35 136
Autres dettes envers la clientèle	799 681	759 520
Total	2 792 052	2 860 980
Dettes rattachées	14 789	14 786
Valeur au bilan	2 806 841	2 875 766

5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Dettes représentées par un titre		
Titres de créances négociables	52 406	126 498
. Émis en France	52 406	126 498
Total	52 406	126 498
Dettes rattachées	961	1 751
Valeur au bilan	53 367	128 249
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	32 500	32 500
Total	32 500	32 500
Dettes rattachées	245	725
Valeur au bilan	32 745	33 225

Au cours du premier semestre 2009, il n'y a pas eu d'émissions de dettes subordonnées.

5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Augmentations (Acquisitions)	Solde 30.06.2009
Valeur brute	543		543
Amortissements et dépréciations	353	13	366
Valeur nette au bilan	190	13	177

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Solde 30.06.2009
Immobilisations corporelles d'exploitation				
Valeur brute	152 476	6 058	2 703	155 831
Créances rattachées	0			0
Amortissements & Dépréciations	105 539	5 103	487	110 155
Valeur nette au bilan	46 937	955	2 216	45 676
Immobilisations incorporelles				
Valeur brute	7 444	122		7 566
Amortissements & Dépréciations	5 566	62		5 628
Valeur nette au bilan	1878	60	0	1938

5.9. Provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2008	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30.06.2009
Risques sur les produits épargne logement	14 340	880		2 100	13 120
Risques d'exécution des engagements par signature	13 591	1 620		3 023	12 188
Risques opérationnels	17 363	628	34	773	17 184
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 248	652	60	1	1 839
Litiges divers	5 676	2 036	7	134	7 571
Autres risques	1 201	776	617	41	1 319
Provisions	53 419	6 592	718	6 072	53 221

Provision épargne logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	981	916
Ancienneté de plus de 10 ans	599	683
Total plans d'épargne-logement	1 580	1 599
Total comptes épargne-logement	335	334
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	1 915	1 933

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2009, et hors prime d'état.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :		
	27	25
Comptes épargne-logement :		
	86	85
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	113	110

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2	2
Ancienneté de plus de 10 ans	4	3
Total plans d'épargne-logement	6	5
Total comptes épargne-logement	7	9
Total provision au titre des contrats épargne-logement	13	14

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

5.10. Capitaux propres

➤ Composition du capital au 30 juin 2009

Au 30 juin 2009, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

(En euros)	Nombre de titres	Valeur nominale au 30.06.2009	Valeur nominale au 31.12.2008
Parts sociales caisses locales (1)	144 130 143	216 195 215	193 439 624
Administrateurs (2)	72	288	288
Crédit Agricole SA (2)	4	16	16
Parts sociales conversion euros en Caisse régionale		1 786 471	1 786 471
Certificats coopératifs d'investissement (2)	2 855 908	11 423 632	11 423 632
Certificats coopératifs d'associés (2)	3 889 436	15 557 744	15 557 744
CAPITAL		244 963 366	222 207 775

(1) valeur nominale : 1,50 euros

(2) valeur nominale : 4,00 euros

➤ Distribution

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale a fixé à 1,46 euros le dividende à servir aux porteurs de certificats coopératifs d'investissement et de certificats coopératifs d'associés. Conformément à l'article 158-3 du code général des impôts, cette rémunération n'est plus assortie d'un avoir fiscal, mais est éligible à l'abattement de 40 %, applicable aux revenus issus de distribution. Il est toutefois précisé que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques.

Année	NOMBRE DE TITRES	DISTRIBUTION	DIVIDENDE NET	AVOIR FISCAL	REVENU GLOBAL
2006	2.855.908 (*)	4.312.421,08 €	1,51 €		1,51 € ⁽¹⁾
	3.889.436 (**)	5.873.048,36 €	1,51 €		1,51 €
2007	2.855.908 (*)	4.426.657,40 €	1,55 €		1,55 € ⁽²⁾
	3.889.436 (**)	6.028.625,80 €	1,55 €		1,55 €
2008	2.855.908 (*)	4.169.625,68 €	1,46 €		1,46 € ⁽³⁾
	3.889.436 (**)	5.678.576,56 €	1,46 €		1,46 €

(*) CCI au nominal de 4 euros

(**) CCA au nominal de 4 euros

(1) La distribution aux personnes physiques ouvrait droit à l'abattement de 40 % sur l'année 2007

(2) La distribution aux personnes physiques ouvrait droit à l'abattement de 40 % sur l'année 2008

(3) La distribution aux personnes physiques ouvrait droit à l'abattement de 40 % sur l'année 2009

Les montants relatifs aux distributions figurent dans le tableau de variation des capitaux propres.

6. Engagements de financement et de garantie

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Engagements donnés		
Engagements de financement	1 521 250	1 616 019
. Engagements en faveur de la clientèle	1 521 250	1 616 019
Ouverture de crédits confirmés	1 296 798	1 326 569
- Ouverture de crédits documentaires	7 926	8 608
- Autres ouvertures de crédits confirmés	1 288 872	1 317 961
Autres engagements en faveur de la clientèle	224 452	289 450
Engagements de garantie	435 017	426 760
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	9 605	302
Autres garanties	9 605	302
. Engagements d'ordre de la clientèle	425 412	426 458
Cautions aval et autres garanties	194 120	211 602
Cautions immobilières	39 360	40 422
Garanties financières	55 500	40 229
Autres garanties d'ordre de la clientèle	136 432	134 205
Engagements reçus		
Engagements de financement	175 152	152
. Engagements reçus d'établissements de crédit	175 152	152
Engagements de garantie	2 814 169	2 648 540
. Engagements reçus d'établissements de crédit	528 296	487 182
. Engagements reçus de la clientèle	2 285 873	2 161 358
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	327 768	324 119
Autres garanties reçues	1 958 105	1 837 239
. Autres engagements reçus	89 359	97 866

7. Reclassements d'instruments financiers

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne en octobre 2008, il est désormais autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « actifs financiers disponibles à la vente » ou « actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a opéré ni en 2008 ni en 2009 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39.

8. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

Il n'y a pas d'événement significatif survenu après la fin de la période intermédiaire.

DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Centre Loire et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Directeur Général,



Pierre DERAJINSKI

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Loire

Société coopérative à capital et personnel variables, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est 8 Allée des Collèges - 18920 BOURGES CEDEX 9 - 398 824 714 RCS BOURGES.